

Menace de grève générale des enseignants burundais

APA, 07-02-2011 Bujumbura (Burundi) - Les quatre principaux syndicats des enseignants du Burundi menacent d'aller en grève générale si le gouvernement ne précise pas les critères sur lesquels il s'est basé pour procéder à la réaffectation de beaucoup de maîtres et professeurs, a appris APA de source syndicale. "Nous n'avons aucun autre moyen d'arrêter cette politique injuste si ce n'est que la grève générale. Comme il l'a toujours fait, le gouvernement va sans doute gâcher nos salaires, mais tous les intervenants dans ce secteur, en l'occurrence les parents, doivent savoir que les négociations seront énormes et difficiles à mener", ont indiqué dimanche à Bujumbura les syndicalistes.

Pour sa part, ministre de l'Éducation de base et du secondaire, Sylvain Buzingo, a déclaré au cours d'une conférence de presse que "le Burundi perd 10 milliards de nos francs chaque année suite aux concentrations d'enseignants dans les centres urbains". D'ailleurs, a-t-il relevé, "la politique de redéploiement inscrit dans le cadre de lutte contre les malversations économiques". "Il y avait des enseignants qui n'avaient que 531 heures par an au lieu de 1050 heures de prestation", a ajouté M. Buzingo avant de marteler : "celui qui observera un mouvement de grève contre cette mesure de redéploiement sera puni conformément à la loi". En réaction, les syndicats des enseignants qualifient ces affectations de punition infligée aux enseignants non membres du parti présidentiel, le CNDD-FDD. "C'est en fait une marche viciée obligeant les enseignants à adhérer au CNDD-FDD au pouvoir. Certains directeurs d'écoles sont en train de baisser le nombre d'heures à certains professeurs non membres au profit des militants zélés", accuse le président du CONAPES. L'opposition burundaise s'inquiète également de ces mesures, notant que "seuls les membres des partis de l'Alliance des démocrates pour le changement au Burundi (ADC) sont concernés par cette politique maladroite du gouvernement". Selon la Ligue des droits de l'homme ITEKA, le redéploiement des enseignants devrait se faire pendant les grandes vacances, car le gouvernement veut éviter de perturber l'année scolaire surtout que se profilent les élections de 2011 et 2012 ainsi que l'examen d'État pour les finalistes du secondaire.